

Souveraineté, prospective décolonisée et futurs administratifs en Afrique : attitude, galbe et horizon

Soberanía, prospectiva descolonizada y futuros administrativos en África: actitud, trayectoria y horizonte

Serigne Momar SARR*

Résumé : Cette contribution vise à analyser les contours d'une prospective décolonisée pour l'administration publique en Afrique dès lors que la souveraineté des pays subsahariens est souillée par la colonialité qui perdure. L'examen des possibilités de la décolonisation de la prospective à partir des administrations publiques africaines part d'un présupposé qui, en soi, demeure problématique : celui des modèles de développement fondés et englués dans une multitude de colonialités (pouvoir, savoir, être, action) se reproduisant sans cesse à travers de nouvelles formes, au point de ne pouvoir évoluer en dehors des dynamiques exogènes. Au mieux, la décolonisation de la prospective passe par une réflexion méthodologique qui sort l'Afrique du séquençage temporel imposé par l'Europe. En sus, cette réflexion est articulée à la nécessité de s'émanciper des cadres mentaux aliénants afin de sortir des formes et pratiques gouvernementales assujettissantes. L'élément clé de réponse est la tentative de systématisation d'une temporalité décoloniale qui n'est pas téléologique mais pourvu de but, celui de la construction d'un agenda de souveraineté, soubassement historique de tout projet de société et d'action publique, à partir de trois ordres : cognitif, axiologique et pragmatique.

Mots-clés : prospective, décolonialité, administration publique, développement, souveraineté.

Resumen: El objetivo de esta contribución es analizar los contornos de una prospectiva descolonizadora para la administración pública en África, dado que la soberanía de los países subsaharianos se ha visto mancillada por la continuación de la era colonial. El examen de las posibilidades de una prospectiva descolonizadora en las administraciones públicas africanas parte de un presupuesto que, en sí mismo, sigue siendo problemático: el de modelos de desarrollo fundados y sumidos en una multitud de colonialidades (poder, saber, ser, acción) que se reproducen constantemente a través de nuevas formas, hasta el punto de ser incapaces de evolucionar al margen de dinámicas exógenas. En el mejor de los casos, la descolonización de la prospectiva requiere una reflexión metodológica que saque a África de la secuenciación temporal impuesta por la Europa moderna. Esta reflexión está vinculada a la necesidad de emanciparse de marcos mentales alienantes para escapar de formas y prácticas de gobierno subyugantes. El elemento clave de la respuesta es el intento de sistematizar una temporalidad decolonial que no es teleológica, sino que tiene una meta, la de construir una agenda de soberanía, el sustento histórico de

* Sénégalais, Doctorat en Sociologie, Enseignant-Chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal). ORCID : 0009-0006-9935-5611. Courriel : <serignemomar.sarr@ucad.edu.sn>

cualquier proyecto de sociedad y acción pública, basada en tres órdenes cognitivo, axiológico y pragmático.

Palabras clave: prospectiva, decolonialidad, administración pública, desarrollo, soberanía.

Recibido: 24 de septiembre de 2024 Aceptado: 01 de noviembre de 2024

Introduction

« L’Afrique peut-elle revendiquer sa place dans le XXI^{ème} siècle ? » Cette interrogation de la Banque mondiale en 2000 inaugurait l’entrée du continent africain dans le nouveau millénaire. Elle apparaît pour le moins comme un regard dubitatif quant à l’avenir, eu égard aux échecs des Programmes d’ajustement structurel (PAS) promus à partir des années 1980 jusqu’à la lisière de l’an 2000. En cette même année, M’bokolo (2000) projetait « L’Afrique nouvelle » qui s’extirpait des entrailles de « L’Afrique dominée ». Partant, que de fois l’espoir d’un avenir radieux ne se confronte avec la lassitude du présent. Mais au bout du compte, l’Afrique demeurerait encore dans l’aliénation mentale (Diop, 1955) et l’extraversion des modèles de développement (Bayart, 1999). L’engluage de « L’Afrique dans l’horizon colonial de la modernité depuis 1652 » Mignolo (2022 : 13) perdue à cause de son inscription dans les registres des institutions financières internationales. En effet, l’une des manifestations les plus visibles de l’adossement à la perspective développementaliste dans le fonctionnement organique des États d’Afrique est de suivre l’évolution des pays dits du Nord. Cette vision est fondée sur une conception téléologique du développement qui suppose que le passé des pays dits du Nord est le présent des pays dits du Sud tandis que leur présent est le futur de ces derniers.

Dans cette veine, le premier président du Sénégal, Léopold Sédar Senghor, présageait qu’« En 2000, Dakar sera comme Paris ». Mais dès le début des indépendances, Dumont (1962) arguait que L’Afrique noire est mal partie. Dans le livre-conversation réalisé avec Mohamed Aziza qui s’intitule La poésie de l’action (1980), Senghor aborda l’avenir du Sénégal et de l’Afrique à l’horizon de l’an 2000. Au dernier chapitre qui porte le titre de « Prospectives », il ambitionnait « ...à l’intérieur, de faire entrer le Sénégal dans la civilisation industrielle à l’horizon de l’an 2000. (...) Sur le plan international, il est question de participer au dialogue Nord-Sud sur un pied d’égalité » (Senghor, 1980 : 344). Pour que le Sénégal soit « ... debout et tourné vers l’avenir » (Senghor, 1980 : 347), il faut, disait-il, que les « ... Négro-Africains et Arabo-Berbères s’enracinent profondément dans leurs valeurs culturelles respectives, que, d’autre part, ils s’ouvrent aux valeurs des autres continents, surtout à l’esprit de méthode et d’organisation de l’Euramérique » (Senghor, 1980 : 348). Malgré ces idéaux, les outils et les démarches pour parvenir au but doivent être inspirés de la culture hellénique dont il reste fasciné. Malgré les prédispositions des gouvernements nationaux, l’implémentation des politiques à partir du dehors fait encore légion en Afrique. Comment est-ce possible de sortir de cette tendance pour s’orienter vers une nouvelle temporalité expurgée de la perspective postcoloniale du développement au niveau des pays africains ? Car, lorsque Senghor (1980 : 348) « scrutait l’horizon de l’an 2000 » pour entrer de plain-pied dans la « civilisation industrielle » par le truchement de « l’établissement d’un nouvel ordre économique mondial », il était conscient du processus de décolonisation politiquement inachevé sans s’intéresser réellement aux implications de sa perspective développementaliste, c’est-à-dire la tentative de reproduction de l’évolution occidentale post révolution industrielle. Le fameux « Point IV » du Discours de l’état de l’Union du président américain Harry Truman, le 20 janvier 1949, a jeté les bases modernes des notions de « sous-développés », d’« aide », d’« assistance technique et financière ». A partir de là, l’un

des animateurs de la pensée décoloniale le plus en vue, Arturo Escobar, théorise l'invention du développement dans sa forme de rationalité et du capital. Dans un ouvrage didactique devenu un classique, Gilbert Rist (2013[1996]) relate le développement comme « une croyance occidentale ». Malgré les critiques acerbes des théoriciens marxistes de la dépendance¹ à partir des années 1960, il reste, à ce jour, que les politiques de développement dans la plupart des pays d'Afrique demeurent dans cette vulgate (néo)libérale entretenue par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Finalement, même si le présage du président Senghor est un futur non advenu, il n'en demeure pas moins que ces successeurs n'ont pas opéré de ruptures par rapport à la logique de rattrapage de l'Occident. En conséquence, comment amener les gouvernements africains à réaliser, que dans leur quête de croissance économique ou de performance administrative, ils reproduisent les mêmes options et perspectives qui les ont conduits dans leur situation présente de défaillances, d'échecs et de manques ?

Eu égard à toutes ces considérations et au regard du projet souverainiste réactualisé un peu partout en Afrique subsaharienne avec diverses déclinaisons, cette contribution vise à esquisser des lignes de décolonisation de la prospective dans sa propension à penser le futur pour faire advenir des possibilités que le présent n'a pas su matérialiser et d'enrayer un passé persistant qu'il serait suicidaire de reproduire à l'avenir. Sans la décolonialité, la possibilité de fonder le projet de futurs administratifs africains est annihilée par la reproduction, inconsciente s'il en est, des structures anciennes de domination. Dans le fond, la « colonialité », qui est une forme moderne invisible du colonialisme dans la perspective de Quijano (1992), appelle à une deuxième décolonisation à causes des structures restées intactes. Autrement, nous posons l'hypothèse qu'il ne peut y avoir la pleine expression de la souveraineté, qui est le soubassement de l'émancipation spirituelle et idéale vis-à-vis des « modèles voyageurs » (Olivier de Sardan, 2021), des « Objectifs de développement durable » (Égil, 2015) et de toute autre forme de domination connue ou ignorée. C'est comme si toute réflexion dans ce cadre porte les germes de sa propre aporie. Les pistes pour les futurs administratifs africains ne peuvent être qu'une attitude qui rompt avec le temps postcolonial issu de la périodisation occidentale en termes de régime d'historicité² à un autre temps dans les registres historiques des cultures négro-africaines. Ce temps, même s'il ne peut sortir toutefois de l'ordre mondial, consiste à la redéfinition d'une souveraineté à l'interne et à la promotion de modèles endogènes avant de s'ouvrir aux échanges mondiaux. C'est le cas des pays d'Asie du Sud-Est qui se sont accordés à leurs vieilles civilisations tout en entrant en dialogue avec le reste du monde.

La colonialité de la prospective et ses conséquences

Dans la tradition de Berger (1959), la prospective est qualifiée d'attitude avant d'être une méthode. En somme, il s'agit de voir loin, de voir large, d'analyser en profondeur, de prendre des risques, de penser à l'Homme. Par conséquent, la prospective est une tentative de maîtrise des situations présentes par un détour dans l'expérience vécue, pour que, quelle que soit la survenue d'événements, même des plus

¹ À travers la voie ouverte par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) conduit par Raúl Prebisch, que les théoriciens comme André Gunder Franck, Aníbal Quijano, Enzo Faletto, Fernando Henrique Cardoso... vont contrer la théorie de modernisation en Amérique qui accompagne l'extension idéologique du bloc de l'Ouest.

² À travers ce concept, nous pensons moins au contenu donné par Hartog (2003), si ce n'est, à la fois, dans son acception restreinte qui renvoie à « comment une société traite de son passé ? » et son acception large où le régime d'historicité « servirait à désigner la modalité de conscience de soi d'une communauté humaine », que les dates qu'il considère dans ses exemples : 1789 et 1989. Ce sont donc les « expériences du temps » d'une société donnée de sorte à trouver du sens à l'articulation du passé, présent et futur pour son fonctionnement social.

inattendus, les futurs possibles tracés ou imaginés puissent advenir. Dans l'interface des tendances lourdes et des ruptures envisageables, la prospective est un formidable exercice pour les acteurs dépositaires de charge publique. Dans la perspective de scénarii d'avenir, l'ensemble des secteurs d'une société doit être considéré en même temps pour faire agir des options stratégiques en marche. Ce schéma oblige à sonder les causes profondes des échecs passés pour explorer plus systématiquement les avenues qui mènent à un meilleur destin. De plus, pour être un outil utile, la prospective dépasse l'idée de gadget pour paraître comme une vision qui guide l'action en rapport aux expériences vécues. C'est pourquoi elle tente toujours une rupture. Mais celle-ci s'est souvent faite au travers des mêmes modes de pensées ; ce qui condamne de facto toute idée de futur libéré des pesanteurs du passé. Car, comment s'imaginer, avec toute l'énergie pour accoucher d'idées nouvelles rectificatives, que les planifications économiques à court, moyen et long terme subissent, de nouvelles fois, la loi du passé ? Dans la nomenclature des gouvernements nationaux, la prospective apparaît souvent en bonne place. Des directions lui sont consacrées, notamment dans le domaine économique et industriel. Partant, la prospective est une pratique stratégique et non une rêverie. Les leviers d'action efficace pour voir la prospective portée ses fruits se trouvent donc dans la construction, à nouveaux frais, des indicateurs de mesure de la finalité des co-actions en société et non des activités gouvernementales qui servent des intérêts géostratégiques étrangers.

En présentant la figure du marocain Mahdi Elmandjra (1933-2014) comme l'un des pionniers des études prospectives, Skouri (2023 : 104) ambitionne « [d'] analyser la manière dont le continent fabrique son destin dans un ordre mondial en mutation ». En clair, « Elmandjra a été l'une des premières voix à remettre en question les fondations épistémiques des études prospectives en tant qu'elles incarnent une « entité monolithique dirigée par des intérêts occidentaux » (Slaughter, 1996) » (Skouri, 2023 : 105). Par conséquent, il est visible que la réflexion sur la prospective en Afrique ne sort pas des cadres normatifs de l'organisation de la globalisation du monde. S'il n'est pas possible d'évoluer en dehors du temps mondial³, quelle temporalité devrions-nous considérer pour l'Afrique en devenir refaite⁴ ? Ou, du moins, quelle voie est plus commode pour entrevoir une sortie du carcan invisible après la brisure des chaînes visibles ? En effet, si en Amérique latine la critique décoloniale a été prononcée, il manque qu'en Afrique, plébiscitée comme un nouveau lieu de penser le monde, il n'y a pas encore une réingénierie contre la commotion subie à cause du colonialisme. Les tentatives à travers la culture diasporique et les arts ont été diversement reçues par des populations qui ne s'approprient pas totalement le projet engagé par des intellectuels ou homme politique. Diouf (2022) a tenté de comprendre les multiples facettes à travers lesquelles l'Afrique et les sociétés africaines ont été imaginées et réimaginées pour se refaire dans le temps du monde. Sauf que c'est le mimétisme, une fois de plus, qui l'emporte sur la créativité. Pourtant, à l'échelle continentale, il n'a pas manqué de matérialiser une certaine idée du futur de l'Afrique à travers notamment le Plan d'action de Logos en 1980. Mais, une fois de plus, les intérêts géopolitiques étrangers ont agi comme un rouleau compresseur qui a infiltré le projet. Après le Nouveau partenariat de l'Afrique pour le développement (NEPAD) au début des années 2000, c'est autour de l'Agenda 63 de prendre le relais de ce qui est une étoile qui luit au loin mais demeure encore inaccessible. En effet, les jalons pour parvenir aux différentes projections sont ralentis par la gestion des urgences et la persistance des crises.

³ Entendu ici, selon Laïdi (1997 :12), « ... le temps mondial est une matrice de problèmes, d'interrogations et de reproblématisations à partir d'événements situés dans le temps. (...) Le temps mondial peut se définir comme le moment où toutes les conséquences géopolitiques et culturelles de l'après-guerre froide *s'enchaînent* avec l'accélération des processus de mondialisation économique, sociale et culturelle ». Nous ajouterons de mondialisation environnementale et numérique.

⁴ Parce que « l'Afrique en devenir » est déjà imaginée, nous arguons qu'il faut refaire la pensée de l'Afrique en devenir sinon comment comprendre qu'elle n'advienne toujours pas malgré les discours et les actes de création, de réaffirmation et de projection ?

Le futur est, par essence, dans le domaine de l'imprévisibilité. Lorsque que l'on on pense aboutir à quelque chose, on ne sait guère si cela sera rendu possible. Dès lors, toute activité gouvernementale se déroule dans un lot d'incertitudes, quel qu'en soit le degré de normativité de la politique. Car, lorsque se produit le présent, il est déjà passé. Cette instantanéité dans la compénétration des temporalités est sans doute la chose la plus difficile en matière de gouvernance tant et si bien que les ajustements doivent répondre à un ordre de grandeur qui est la vision stratégique de l'avenir, choisie d'un commun accord en société et poursuivie par le politique. Ramenée dans les systèmes politiques où la gouvernance est arc-boutée à des mandats électifs, la prospective, s'il en est, dépendra des enjeux du moment plus que des projections qui ont alors été faites. La prospective reste donc pendue au bon vouloir des agendas politiques. Est-ce pour dire qu'elle est finalement aléatoire ? Fondamentalement, non. Si d'aventure il se trouve que les dirigeants africains subissent les dynamiques du dehors par les agendas internationaux, la prospective participerait alors à maintenir la colonialité. C'est, par exemple, ce qui est arrivé avec le Président Senghor, car, en dépit de son volontarisme, sa reproduction des modèles exogènes a remis en cause tout élan de renouveau. Or, l'histoire montre que la plupart des Chefs d'État et de gouvernement, en lieu et place de promouvoir un développement endogène, se sont vus happer par l'espace idéologique de l'Occident. Mais d'ailleurs, peut-on sortir du temps mondial de la globalisation ? En tout état de cause, selon Kouassigan (1985 : 139), « Toute société qui renaît à l'histoire doit être messagère de révolution et porteuse de changements radicaux qui doivent se traduire par l'éradication du système colonial et par la recherche d'une voie originale de synthèse entre l'affirmation de soi et l'ouverture au monde ». Dès lors, comment peut-on réussir le pari de la self-reliance que doit revêtir un espace qui ne peut s'enfermer sur lui-même mais court le risque de la phagocytose d'un système international tentaculaire ?

La manière et l'importance de décoloniser la prospective

L'approche nouvelle de la prospective à laquelle nous appelons est celle qui mesure la valeur émancipatrice dans les Suds que n'a pas su matérialiser les différents régimes politiques des États. Elle suggère une inversion des logiques politiques et une rénovation des cadres de gouvernance. Dans un autre sens, la prospective peut apporter un éclairci en proposant des scénarii d'avenir qui intègrent les enjeux de luttes émancipatrices en Afrique par la déconstruction des structures de pouvoir héritées pour des institutions fortement dépolluées de la vulgate de l'Europe moderne qui sévit insidieusement depuis au moins 1441⁵. Pour la voir décolonisée, la temporalité qui convient à la prospective n'est rien d'autre qu'une attitude adossée à la question de la souveraineté. En effet, le « « saut » hardi de prospective », selon le mot de Ki-Zerbo (2007), est le second saut attendu depuis le premier saut dans le colonialisme voire dans l'impérialisme.⁶ Mais pour dégager cet horizon, tout élément concourant à la panoplie des mesures doit avoir pour soubassement la souveraineté épistémique. Elle sert d'abord à rénover les identités culturelles des peuples dans ce qu'elles ont de plus authentiques pour les ériger contre les critères de convergences et les normes managériales qui imposent des agendas aux dirigeants africains. Cette tâche est d'abord une évaluation psychique pour situer l'état affecté des

⁵ Plutôt que 1492 qui correspond arbitrairement à la supposée découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, puisse que Bakary II, l'ancien souverain du Mali, a visité les Amériques un peu avant sans la prétention de découverte ou de domination, l'an 1441 acte, selon John Iliffe (1997 : 185), la traite négrière atlantique « quand un jeune capitaine portugais nommé Antam Gonçalves enleva un homme et une femme sur la côte occidentale du Sahara pour complaire à son souverain, le prince Henri le Navigateur – et il y réussit : il fut fait chevalier ». Il n'en demeure pas moins que la date de 1492 est considérée par Amin (1993) comme le point de départ de la polarisation du monde.

⁶ Il y a un adage wolof (langue locale parlée presque partout et par tous au Sénégal) qui dit que « Ku tëb dāl ci xal, desse nga ab tëb », c'est-à-dire, « Si vous sautez sur des braises, il vous reste un autre saut pour se tirer d'affaire ». À notre avis, le second saut afin de sortir de la situation coloniale (pour panser des blessures en dehors bien sûr du lieu où s'est produit les brûlures) n'a pas été fait.

consciences nationales. Elle a l'avantage d'éviter les programmes de développement qui reproduisent les mêmes schémas à travers de nouvelles formes. Sur ce point, en lieu et place de ces programmes qui sortent des officines de Boston pour une panacée de l'émergence (Dimé et Ba, 2016), mieux vaut, par exemple, rénover l'économie sociale et solidaire, connue et pratiquée en Afrique depuis la période précoloniale et qui a constitué un élément de résistance pendant la colonisation chez la communauté mouride⁷ (Fall et Guèye, 2001).

Vue comme une attitude, la prospective est d'abord une question d'état d'esprit. Le drame de l'esprit, cependant, c'est d'être gagné par une certaine représentation presque innée qu'il est difficile d'entrevoir autre chose que ce à quoi il est toujours et déjà habitué. Or, l'aliénation mentale découlant du colonialisme ne cesse de persister dans la psyché des africains. Cette situation est de nature à les empêcher de pouvoir s'auto-instituer. En exposant la portée méthodologique de la restitution phénoménologique, Lalèyê (1986) met en cause la « tendance atomisante » de la philosophie européenne depuis Démocrite. Les Africains courent ainsi le risque d'être récupérés par la culture européenne alors même qu'ils entreprennent de se libérer de « l'étreinte culturelle européenne ». Le fait est que « l'approche atomisante nous pousse à accepter comme naturelles notre dépendance et notre infériorité technologique, en les maintenant soigneusement inaccessibles à leurs causes internes et externes. Sous son influence, chacun de nous se complait devant le sentiment d'avoir contribué à la défense et illustration d'une discipline réflexive venue d'ailleurs, sans se rendre capable, dans le même élan, d'apercevoir la profondeur à laquelle nous sommes victimes des applications de cette même science » (Lalèyê, 1986 : 33). Un peu plutôt, on retrouve cette même idée du danger de « penser contre l'Occident » chez Mudimbe (1982 : 13) ainsi qu'il prévient « ... de mesurer en quoi notre recours contre lui est encore peut-être une ruse qu'il nous oppose et au terme de laquelle il nous attend, immobile et ailleurs. L'Occident qui nous étroit ainsi pourrait nous étouffer ».

L'apport de la décolonialité à la prospective dans l'optique des futurs administratifs africains peut être apprécié à travers deux aspects. Le premier aspect consiste à relever les pratiques qui sont présentes dans nos manières de penser et d'agir qu'il faudrait ne pas reproduire au futur. Et là, il s'agit principalement du mimétisme institutionnel, de l'importation des modèles et de l'acceptation des agendas internationaux. Le second aspect cherche à poser les jalons d'un futur administratif décolonisé qui a le don d'expurger la colonialité. Le fait est que la prospective, qui est présentée comme un outil pour rendre possible le futur comme on le souhaite, est conçue au sein des gouvernements dans les mêmes cadres des politiques publiques reproduisant les logiques postcoloniales. Or, la pensée décoloniale promeut une remise en question du legs des structures du colonialisme. Pour la tradition décoloniale, les mêmes modes de pensées actuelles ne peuvent conduire à une désaliénation des programmes publics des administrations africaines que s'ils se dépolluent de la mécanique de reproduction du système. A ce niveau, la difficulté de la décolonisation de la prospective réside dans le caractère homéostatique du système qui a les moyens de sans cesse se réinventer. Ce n'est pas davantage une aporie de décoloniser la prospective, c'est plutôt une difficulté de voir s'imposer les alternatives crédibles contre toute apparence.

Canaux de décolonisation des administrations publiques

La décolonisation des administrations publiques exige une démarche systémique et holistique à la fois. Il ne suffirait pas de s'attaquer à un élément du système politico-administratif, encore moins un pan de

⁷ La Murridiyâ est une confrérie musulmane soufie du Sénégal ouverte par Cheikh Ahmadou Bamba Mbacké (1853-1927). Ce guide de cette voie mystique a résisté pacifiquement à la pénétration coloniale. La communauté qui se revendique de cet ordre, localisée principalement dans le centre ouest du Sénégal, se distingue par leur culte du travail, leur code vestimentaire, leur investissement dans le service pour l'autre, leur modèle économique relationnel...

la société, pour s'expurger des pratiques, procédures et habitudes héritées du colonialisme. Toutefois, il y a un certain nombre d'éléments qui paraît incontournable dans cette entreprise, ainsi qu'il s'agisse du rapport au temps, de l'attitude gouvernante et la posture gouvernementale et de la planification socio-stratégique autocétrée. L'intérêt d'actionner concomitamment ces trois éléments réside dans le fait de la réappropriation de la souveraineté et le réalisme face aux utopies.

La coexistence d'une multiplicité de temporalités sous le contrôle d'un temps mondial et politique cause une altération de l'historicité propre des sociétés d'autant plus que l'ensemble des temps sociaux, économiques et politiques est discordant pour un même élan de développement (Sarr, 2021). C'est comme si les gouvernements nationaux accomplissent une tâche pour un système international en lieu et place des fonctions attendues par les populations. Le problème est souligné par Lalèyè (1998 : 263-264) qui estime que « ... Les sociétés dites périphériques sont dépossédées de leur aptitude à produire, grâce à leurs langages propres, les temps objectifs collectifs ou sociaux propres sur l'horizon desquels il leur est loisible de projeter comme un écran, les composantes de leurs destins. [...] En devenant le temps du monde, le temps des pays actuellement dominants soumet la multiplicité des temps objectifs à l'unicité de sa structure qui, en organisant une certaine vision du monde, un certain ordre des êtres, des choses et des faits, se prend pour et se présente comme le temps de Dieu pour tous les autres hommes». Comment dépasser le temps mondial en s'accordant aux schèmes de représentations des sociétés négro-africaines sans être en négation avec les échanges mondiaux ? En effet, la pensée décoloniale privilégie une conception du temps consubstantielle à l'histoire et à la mémoire collective des sociétés dans leur environnement. Or, les périodisations historiques de l'Europe (Antiquité, Moyen-Âge, Temps modernes, Époque Contemporaine) se sont imposées au monde. Parallèlement, les événements marquants pour les territoires et les systèmes politiques en Afrique ont été impulsés par des puissances occidentales dans leur politique étrangère, en imposant successivement leur récit au monde pour le triomphe de l'eurocentrisme (Amin, 1988) à travers le temps, l'espace, la science, les institutions, les valeurs... (Goody, 2015).

Comme un peu partout, le système administratif est élitiste. Au surplus en Afrique, il installe une distance entre les gouvernants et les gouvernés. La création d'école pour la haute administration et de corps d'élite pour l'inspection de l'administration agit moins dans la fonctionnalité que la symbolique qui l'entoure. En effet, du formatage des agents pour en faire des êtres à part au port de la tenue d'apparat en passant par l'expression d'une langue étrangère mais officielle, le rapport aux usagers du service public se fonde sur une survivance désuète de l'administration coloniale. Les usagers du services publics se sentent quelquefois étrangers de ce qui doit satisfaire l'intérêt général. Pourtant, le Programme pour la modernisation de l'administration (PAMA), initié en 2016 par le gouvernement sénégalais, insiste sur la relation agents-usagers pour en faire une dimension centrale. Le problème ici, est que ce programme est davantage orienté vers la quête de performance initiée dans les cadres des politiques de convergence macro-économique pour les budgets-programmes au sein des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Par conséquent, le recentrage des politiques publiques autour de principes souverains et humanistes doit présider la transformation du secteur public.

Aujourd'hui, la plupart des plans de développement national élaborés sous la chape de « l'émergence » sortent des officines de Boston, au cabinet McKinsey. C'est une régression incessante depuis les décennies perdues par les PAS que les gouvernements nationaux confient la destinée de leurs peuples aux experts et coopérants. En outre, le service de conseil est détenu par des groupes étrangers, comme le Tony Blair Institute for Global Change qui est bien implanté dans les régions subsahariennes. L'histoire du « sorcier blanc », capable de miracle et d'enchantement, reste dans la sphère étatique comme une panacée. Les instruments, courtiers et rentiers de la bureaucratie néolibérale n'ont le plus souvent aucun ancrage dans les schèmes de représentations des populations locales. Du même ordre, les indicateurs de mesure en termes d'éducation, de santé, de nutrition et de

production leurs sont quelquefois étrangers. C'est pourquoi une planification socio-stratégique autocentrée parait impérative à la place de l'aide et de l'assistance technique et financière.

Conclusion

Quel que soit l'angle d'attaque, « penser l'Afrique » est un problème toujours posé en termes méthodologique (Okeja et Garba, 2023). Sans doute, la robustesse des concepts doit d'abord faire place à la disposition mentale et cognitive à la fois de connaître le sujet qu'est l'Afrique et l'Afrique qui est objet dans le monde. L'intérêt d'une réflexion méthodologique sur les limites de penser le devenir de l'Afrique est proportionnel aux apories observées sur les programmes de développement des pays africains depuis leur accession à la souveraineté internationale. La question de Manguelle (1985 :181), de savoir « Faut-il désespérer de l'avenir ? », prend encore tout son sens, malgré l'émergence prêtée par « les experts » et la créativité annoncée par « les penseurs ». Suivant la même perspective, Ndiaye (1976 : 47) se demande « que doivent faire les Africains face à leur peuple et face au Monde ? Doivent-ils se nourrir d'un cide élaboré sous d'autres cieus ou bien mobiliser l'intégralité de leur humanité – cœur et esprit – pour découvrir les clés de leur monde – et du Monde ? ». À partir de là, nous arguons que les éléments de décolonisation de la prospective pour les futurs administratifs africains sont de trois ordres, à savoir, cognitif, axiologique et pragmatique.

Premièrement, l'ordre cognitif renvoie à la production des savoirs qui guide l'action historique à entreprendre sur les institutions et les acteurs pour assister à des transformations structurelles en dehors du carcan impérialiste mais dans les codes culturels des populations. Cet ordre est donc de nature épistémique. Deuxièmement, l'ordre axiologique est un recours aux valeurs fondatrices des peuples en termes d'identité, de solidarité et de préservation afin de s'émanciper du trauma colonial. Il conduit à la remédiation de tout ce qu'on a pu considérer de traditionnel et donc sans intérêt. Cet ordre est de nature culturelle. Troisièmement, l'ordre pragmatique explore une pédagogie de l'action qui façonne les attitudes, pratiques et procédures afin de rendre le travail efficace et efficient en dehors des mimétismes et des injonctions. Il est plutôt un outil organisationnel qui moule les intelligences pour l'efficacité collective au sein de l'État. Cet ordre est de nature actancielle. Dans les trois ordres, du logos à la praxis en passant par l'ethos, les futurs administratifs africains sont dépollués de l'infamie créée par le colonialisme comme système politique. En deçà du principe de l'homéostasie du système, la difficulté de cette tâche est liée à la sclérose des structures sociales qui refreine « la reprise d'initiative » des sociétés négro-africaines qu'évoquait Balandier (1960) pour révéler les dynamiques du dedans qui n'ont jamais été vaincues par l'économie de traite instaurée par le système colonial. À ce niveau, à la « colonialité du pouvoir » évoquée par Quijano (2007), s'ajoutent plusieurs formes de colonialité à savoir le savoir, l'être, la nature, le genre... Dans cet ordre d'idée, nous arguons qu'il y a une colonialité de l'action qui pousse les gouvernants africains à épouser les manières de faire des administrations françaises et américaines par exemple. Pour preuve, les réforme du New public management et la privatisation du secteur public ont été reproduites.

En définitive, la conduite du projet de décolonisation de la prospective à partir des administrations publiques n'incombe pas seulement aux hommes politiques. Abdoulaye Wade, non moins universitaire d'abord et homme politique, écrivait en 1989, que « ... les décisions d'avenir sont prises par les hommes politiques, dont on peut espérer qu'ils auront généralement une vision plus large et plus stratégique que celle des brillants technocrates universitaires » (Wade, 2005 :). Il fut plus tard, de 2000 à 2012, le troisième président de la République du Sénégal, avec un bilan mitigé (Diop, 2013). Wa Thiong'o (2011 : 87), connu pour sa sagacité dans la décolonisation de l'esprit, soutient que « L'avenir est entre les mains des gouvernements : tout dépendra de leurs choix politiques en matière de langue, de culture et d'éducation, et de l'attitude qu'ils décideront d'adopter vis à vis du front anti-impérialiste qui s'élève aujourd'hui en Afrique ». Pour l'essentiel, les hommes politiques à qui le destin de

l'Afrique a toujours été confié sont comptables du bilan peu reluisant des objectifs de développement assignés. Chose plus étonnante encore, malgré la profondeur intellectuelle de certains dirigeants devenus des classiques de la philosophie politique africaine, Mudimbe (2021 : 225) estime qu'avec le recul, « on pourrait penser que tout n'est que rhétorique. Nkrumah était un excellent théoricien marxiste, mais une fois au pouvoir, il devint un mauvais politicien et se transforma rapidement en un dictateur ». Ensuite, la catégorie de personnes qualifiées d'intellectuel n'a pas eu les coudées franches, à travers l'enseignement, la recherche et l'engagement citoyen, pour impulser un changement social de structure. Finalement, il n'appartient ni aux politiques ni aux « intellectuels » de conduire le projet mais plutôt de fédérer les couches et les acteurs d'un pays à travers une entreprise collective d'action historique sous fond de résolution consensuelle.

Références bibliographiques

- Amin, S. (1993). 1492 : La polarisation des mondes. Entretien avec Samir Amin. Cahiers Sciences Humaines : Trente ans (1963-1992), hors-série, 19-23.
- Amin, S. (1988). L'Eurocentrisme. Critique d'une idéologie. Paris, Anthropos/Economica.
- Balandier, G. (1960). Structures sociales traditionnelles et changements économiques. Cahiers d'études africaines, 1(1), 1-14.
- Bayart, J. F. (1999). L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion. Critique internationale, 5, 97-120.
- Berger, G. (1959). L'attitude prospective, Le monde en devenir : histoire, évolution, prospective de L'Encyclopédie française, Tome XX. Paris, Société nouvelle de l'Encyclopédie française, 20-54.
- Dimé, M. & Ba, B. (2016). « L'émergence en lieu et place du développement au Sénégal : changement cosmétique, nouvelle mode institutionnelle ou (r)évolution paradigmatique ? » Revue des mutations en Afrique, 1(2), 1-21.
- Diop, C. A. (1955). Alerte sous les Tropiques. Présence africaine, 8-33.
- Diouf, M. (2022). L'Afrique dans le temps du monde au début du XXe siècle : la contribution africaine-américaine. In : M. Diawara, M. Diouf & J. B. Ouédraogo, Afrika N'ko. La bibliothèque coloniale en débat, (801-837), Paris, Présence africaine.
- Dumont, R. (1962). L'Afrique noire est mal partie. Paris, Edition Le Seuil.
- Égil, F., (2015). Les Objectifs de développement durable, nouveau « palais de cristal » ? Politique africaine, 140(4), 99-120.
- Fall, A. S. & Guèye, C. (2003). « Dërèm ak Ngërèm » : Le franc, la grâce et la reconnaissance. Les ressorts de l'économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest. Revue du MAUSS, 21, 97-112.
- Goody, J. (2015 [2006]). Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde. Paris, Gallimard.
- Hartog, F. (2003). Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps. Paris, Seuil.
- Iliffe, J. (1997 [1995]). Les Africains. Histoire d'un continent. Paris, Aubier.
- Kouassigan, G. A. (1985). Afrique : Révolution ou diversité des possible, Paris, L'Harmattan.
- Ki-Zerbo, J. (2007). Repères pour l'Afrique. Panafrika.
- Lalèyê, I. P. (1998). Du temps comme dimension au temps comme condition de développement. In S. B. Diagne & H. Kimmerle (Eds.), Temps et développement dans la pensée de l'Afrique subsaharienne : études de philosophie interculturelle (pp. 251-265), Amsterdam/Atlanta, GA/Éditions Rodopi.
- Lalèyê I. P. (1986). La restitution phénoménologique. Portée méthodologique pour une pensée africaine efficace. Recherches Philosophiques Africaines, 9, 13-35.
- Laïdi, Z., (1997). Le temps mondial. Paris, Éditions Complexe.
- Manguelle, D. E (1985). Cent ans d'aliénation. Éditions Silex.

- M'bokolo, E. (2000). L'Afrique et le XXe siècle : dépossession, renaissance, incertitudes. *Politique Étrangère*, 3 (4), 717-729.
- Mignolo, W. (2022). L'Afrique dans l'horizon colonial de la modernité occidentale : 1652-2000. *Global Africa*, 1(1), 50-64.
- Mudimbe, V. Y. (1982). *L'odeur du Père. Essai sur des limites de la science et de la vie en Afrique Noire*. Paris, Présence Africaine.
- Mudimbe, V. Y. (2021[1988]). *L'invention de l'Afrique. Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*. Paris, Présence Africaine.
- Ndiaye, J. P. (1976). *Monde Noir et destin politique*. Paris, Présence africaine / NEA.
- Okeja, U., Garba, F., (2023). Théoriser le présent et le futur : Afrique, création de savoirs et enjeux globaux. *Global Africa*, 4, 40-45. <https://doi.org/10.57832/argx-e174>
- Olivier de Sardan, J. P. (2021). *La revanche des contextes. Des mésaventures en ingénierie sociale en Afrique et au-delà*. Paris, Karthala.
- Quijano, A. (2007). Colonialidad del poder y clasificación social. In S. Castro-Gómez y R. Grosfoguel (Eds), *El giro decolonial: reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*, (pp. 93-126), Siglo del Hombre Editores.
- Quijano, A., (1992). Colonialidad y modernidad-racionalidad. *Perú Indígena*, 13(29), 11-20.
- Sarr, S. M. (2021). Politiques de développement en Afrique : une historicité confisquée par la discordance des temps ? *Afroglobe*, 1 (1), 51-71.
<https://edition.uqam.ca/afroglobe/article/view/988/279>.
- Senghor, L.S. (1980). *La poésie de l'action. Conversations avec Mohamed Aziza*. Paris, Stock.
- Skouri, A., (2023). À la redécouverte de Mahdi Elmandjra : réflexions sur le Sud global, le développement, la technopolitique et la production de connaissances. *Global Africa*, 4, 102-114.
<https://doi.org/10.57832/d2kd-1d89>
- Wa Thiong'o, N. (2011 [1986]). *Décoloniser l'esprit*. Paris, La Fabrique.
- Wade, A. (2005 [1989]). *Un destin pour l'Afrique*. Paris, Michel Lafon.